



PREFET DE LA MOSELLE

Direction départementale des territoires
Service aménagement, biodiversité et eau

ARRETE

N° 2018-DDT/SABE/EAU/N° 32 en date du 19 AVR. 2018

**autorisant l'Université de Lorraine à pratiquer des pêches à des fins scientifiques
dans la rivière La Moselle**

**LE PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU le livre IV, titre III du code de l'environnement, notamment ses articles L.432-10 et L.436-9 relatifs aux autorisations exceptionnelles de capture de poissons dans les eaux libres ;
- VU les articles R.432-6 à R.432-11 du code de l'environnement (partie réglementaire) relatifs au contrôle des peuplements de poissons ;
- VU l'arrêté ministériel du 30 octobre 1989 fixant le classement des cours d'eau, canaux et plans d'eau en deux catégories piscicoles, notamment pour le département de la Moselle, modifié par les arrêtés préfectoraux n°2007-DDAF/3-92 du 18 avril 2007 et n°2008-DDAF/3-149 du 22 mai 2008 ;
- VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles et notamment ses articles 17 et 20 ;
- VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 11 octobre 2017 nommant M. Didier MARTIN, préfet de la Moselle ;
- VU l'arrêté du Premier Ministre du 18 décembre 2015 nommant M. Björn DESMET Directeur Départemental des Territoires de la Moselle ;
- VU l'arrêté préfectoral DCL n° 2017-D-03 en date du 21 décembre 2017 portant organisation de la Direction Départementale des Territoires de la Moselle ;
- VU l'arrêté DCL n° 2017-A-137 du 30 octobre 2017 portant délégation de signature en faveur de M. Björn DESMET, Directeur Départemental des Territoires de la Moselle – compétence générale ;
- VU La demande en date du 26 mars 2018 présentée par l'Université de Lorraine (Laboratoire des Interactions dans les Environnements Continentaux) ;

- VU l'avis favorable du Président de la Fédération de la Moselle de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique en date du 27 mars 2018 ;
- VU l'avis réputé favorable du chef du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité ;
- Considérant l'intérêt scientifique d'inventaire et d'information sur les populations de gobies à tâche noire présentes dans la rivière La Moselle ;
- Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la Moselle ;

ARRETE

ARTICLE 1 BENEFICIAIRE DE L'OPERATION

L'Université de Lorraine – Laboratoire des Interactions dans les Environnements Continentaux (LIEC) dont le siège est situé au Campus Bridoux – Boulevard DELESTRAINT – à 57070 METZ, représenté par Monsieur Gérard MASSON, est autorisé à capturer à des fins scientifiques des espèces de poissons « gobie à tâche noire, gobie de Kessler, gobie fluviatile et gobie demi-lune » le long des rives de la Moselle :

- à Sierck-Lès-Bains, en rive droite,
- à Malling, en rive droite,
- à Koenigsmacker, en rive droite,
- à Cattenom, en rive gauche.

ARTICLE 2 OBJET DE L'AUTORISATION

L'objet de l'autorisation porte sur la réalisation d'un programme d'observation qui a pour objet d'étudier les populations de gobies à tâche noire présentes dans la rivière La Moselle.

En effet, de nouvelles espèces de gobies, poissons venus de la Mer Noire et de la Mer d'Azov, ont commencé à envahir les eaux du nord-est de la France. Le gobie à tâche noire serait l'espèce la plus préoccupante en terme d'incidences pour l'environnement.

Ce travail est conduit dans le cadre d'une collaboration de recherche internationale. Elle est pilotée en France par le LIEC, cité à l'article 1. Pour identifier le phénomène invasif et ses effets sur l'environnement, il est nécessaire de connaître l'évolution de l'occupation spatiale et de l'abondance des gobiidés, ainsi que l'évolution de la composition des communautés de poissons. Les recherches menées en 2017 devraient permettre d'une part, l'étude de la dynamique du gobie à tâche noire et du gobie fluviatile au contact l'un de l'autre, et d'autre part, cibler les capacités d'expansion des gobiidés dans les eaux courantes de La Moselle.

ARTICLE 3 ARTICLE 3 – CALENDRIER PREVISIONNEL DE PECHE

Les pêches scientifiques interviendront sur la période comprise entre le samedi 9 juin 2018 et le mardi 30 octobre 2018.

ARTICLE 4 **RESPONSABLES DE L'EXECUTION MATERIELLE**

Lors des pêches, sont personnellement bénéficiaires de l'autorisation et responsables de son exécution matérielle :

Les personnels suivants, permanents du Laboratoire des Interactions dans les Environnements Continentaux (LIEC) :

- Gérard MASSON, Maître de conférences, Université de Lorraine, LIEC METZ,
- Etienne MORHAIN, Université de Lorraine, LIEC METZ,
- Philippe WAGNER, Technicien, Université de Lorraine, LIEC METZ.

Les personnels suivants, non permanents du Laboratoire des Interactions dans les Environnements Continentaux (LIEC) :

- Jean-Nicolas BEISEL, Professeur, Université de Strasbourg (ENGEES)
- Paolo BERNINI, Stagiaire en master 2
- Laurence MASSON

ARTICLE 5 **MOYENS DE CAPTURE AUTORISES**

Il s'agit d'un filet dont la maille carrée mesure 2 mm.

La senne mesure 11 m de long et 1,50 m de haut.

L'engin comporte deux ailes symétriques et une poche médiane pour concentrer le poisson en fin de pêche. Les opérateurs tractent l'engin parallèlement à la rive pendant l'action de pêche, puis le rabattent progressivement vers la rive pour le concentrer dans la senne.

La surface balayée par ces engins est de 50 à 150 m² par trait de senne.

Les utilisateurs du matériel de pêche, dûment formé à cette technique, devront observer les dispositions légales en matière d'hygiène et de sécurité du droit du travail.

ARTICLE 6 **DESTINATION DU POISSON CAPTURE**

Le poisson capturé sera remis à l'eau sur place, après identification et mesures biométriques, sauf dans les cas suivants : à l'endroit le plus proche de leur capture (amont ou aval de l'écluse), après identification, sauf dans les cas suivants :

- le poisson en mauvais état sanitaire, impliquant sa destruction sur place
- le poisson destiné aux analyses et aux observations scientifiques, qui sera détruit,
- le poisson appartenant aux espèces dont l'introduction dans les eaux libres est interdite, qui devra être détruit sur place.

Toutes les espèces capturées autres que les gobies devront être remises à l'eau sur place.

ARTICLE 7 **ACCORD PREALABLE DU (DES) DETENTEUR (S) DU DROIT DE PECHE**

Conformément à l'article R.435-1 du code de l'environnement, le bénéficiaire ne peut exercer les droits qui sont liés à la présente autorisation que s'il a obtenu l'accord du (des) détenteur(s) du droit de pêche pour chaque opération envisagée. Il devra fournir à cet effet à toute personne habilitée au contrôle de ces opérations, un accord écrit daté et signé précisant la validité d'intervention. Cette autorisation devra faire l'objet d'une localisation précise sur un plan établi au 1/25 000° (et, le cas échéant, une autorisation d'accès sur les terrains concernés, nécessaire en vue de l'organisation de l'opération et de son contrôle).

ARTICLE 8 **FORMALITES PREALABLES**

Le bénéficiaire est tenu de prévenir par écrit (courriel, télécopie le cas échéant), au moins 15 jours à l'avance, la Direction Départementale des Territoires de la

Moselle (service aménagement, biodiversité et eau), ainsi que le Chef du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, du démarrage de la pêche, en leur fournissant les dates, le programme et les lieux de capture prévus.

ARTICLE 9 **COMPTE- RENDU D'EXECUTION**

Les protocoles d'échantillonnages devront s'appuyer sur les normes européennes, quand elles existent (« Guidance », normes CEN, pêche aux filets).

Dans un délai d'un mois après la réalisation des opérations, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser un compte-rendu d'exécution respectant les protocoles ou formats précités et précisant la destination donnée aux poissons pêchés :

- au Directeur Départemental des Territoires de la Moselle (Service Aménagement, Biodiversité et Eau),
- au Chef du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité,
- au Président de la Fédération de la Moselle de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique.

ARTICLE 10 **RAPPORT ANNUEL**

Trois mois après l'expiration de l'autorisation exceptionnelle, le bénéficiaire adresse au préfet coordonnateur de bassin un rapport indiquant les opérations réalisées au titre de l'autorisation, en précisant leurs objets, dates et lieux d'exécution.

ARTICLE 11 **PRESENTATION DE L'AUTORISATION**

Le bénéficiaire de l'autorisation, ou la personne responsable de l'exécution matérielle, doit présenter l'autorisation à toute réquisition des agents chargés de la police de la pêche en eau douce. S'il ne le peut ou s'il s'y refuse, il s'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de 3^{ème} classe.

La personne qui participe à l'exécution d'une opération de capture ou de transport s'expose aux sanctions prévues par la législation et la réglementation de la pêche en eau douce si le bénéficiaire de l'autorisation ou la personne responsable de l'exécution matérielle de l'opération n'est pas présent sur les lieux.

ARTICLE 12 **LE RETRAIT DE L'AUTORISATION**

Les autorisations exceptionnelles de capture et de transport du poisson sont personnelles et incessibles. Elles peuvent être retirées à tout moment et sans indemnité si le bénéficiaire ne respecte pas les clauses figurant dans son autorisation ou les prescriptions qui lui sont liées, ou si lui-même ou la personne responsable de l'exécution matérielle n'est pas présente au cours de l'opération.

Dans le cas de défaut d'accord du détenteur du droit de pêche, l'autorité administrative peut procéder au retrait de l'autorisation. Le contrevenant s'expose de surcroît à des poursuites aux fins de réparations civiles.

ARTICLE 13 **RESPECT DES PRESCRIPTIONS DES AUTORISATIONS**

S'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe, toute personne qui n'a pas respectée les prescriptions de la présente autorisation.

ARTICLE 14 **VALIDITE**

La présente autorisation est valable à compter de ce jour et jusqu'au 31 décembre 2018 inclus.

ARTICLE 15 **DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

ARTICLE 16 **PUBLICATION - INFORMATION DES TIERS**

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle. Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Le présent arrêté est mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture (www.moselle.gouv.fr - Territoires – Eau et Pêche – Décision du domaine de l'eau – Déclaration et autorisation) pendant un an au moins.

ARTICLE 17 **VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Cette décision est susceptible de recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Ce recours peut prendre la forme :

- soit d'un recours gracieux devant le préfet ou d'un recours hiérarchique devant le Ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de STRASBOURG.

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours), un nouveau délai de deux mois est ouvert pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif.

ARTICLE 18 **EXECUTION DE L'ARRETE**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Directeur Départemental des Territoires de la Moselle, le Commandant du groupement de gendarmerie de la Moselle, l'Université de Lorraine – Laboratoire des Interactions dans les Environnements Continentaux (LIEC), le délégué interrégional et le chef du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le chef du service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) de la Moselle, le Président de la Fédération de la Moselle de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique, les agents chargés de la police de la pêche, et tous les agents habilités des services publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

POUR LE PRÉFET ET PAR DÉLÉGATION,
LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DES TERRITOIRES



BJÖRN DESMET

